



Département de la
Seine-Maritime

Le 14 Décembre 2015

Question n° 13 Bis

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Décembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **17 Novembre 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**,
Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**,
Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**,
Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**,
Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**,
Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**,
Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**,
Pascal **DUMESNIL**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Aurélien **LECACHEUR**,
Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir :

Olivier LARDANS (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Valérie LEDOUX
(Pouvoir à Gérard **DELAHAYS**), Nordine HASSINI (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 14 DECEMBRE 2015

QUESTION : n° 13 Bis

7-5

OBJET : APPEL A PROJET F.I.S.A.C. – Autorisation de dépôt d'une candidature par la Ville pour l'appel à projet lancé par l'Etat et autorisation de signature des conventions s'y référant

RAPPORTEUR : Monsieur Gilbert FOURNIER

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le Code de Commerce, et notamment son article L750-1-1,
- **Vu** le décret n° 2015-542 du 15 Mai 2015 pris pour l'application de l'article L750-1-1 du Code de Commerce,
- **Vu** les nouvelles modalités d'intervention du FISAC entrant en vigueur le 17 Juin 2015,

CONSIDERANT :

Les FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) sont des fonds de l'Etat qui viennent abonder des fonds de collectivités pour bâtir un programme en faveur de la revitalisation du commerce. Le montant des aides varie selon les types de projets financés. Les aides financières prennent la forme de subventions, après sélection des dossiers de demande de subvention à la suite d'appels à projets.

Ce sont des fonds intéressants pour les collectivités locales et leurs commerces de proximité.

Les nouvelles modalités d'intervention du FISAC entrées en vigueur le 17 Juin 2015 modifient l'instruction des dossiers déposés désormais sous forme d'appel à projets.

Compte tenu de ces nouvelles modalités, nous avons l'objectif de solliciter le FISAC pour un projet global, élargi au périmètre de la CO.D.A.H.

Ce projet s'inscrivant dans une démarche territoriale intégrée et partagée à l'échelle de la CO.D.A.H permettrait de se démarquer des autres candidatures au niveau national.

L'idée de déposer un dossier FISAC à l'échelle de la Communauté d'Agglomération et ainsi d'utiliser ce périmètre pour présenter un dossier (appel à projets) permettrait de répondre aux enjeux de préservation et de modernisation du commerce de proximité. Cette échelle permet également d'associer à la fois des opérations en milieu urbain et en milieu rural.

La CCI du Havre assurera le montage de ce dossier, réalisera un état des lieux de l'appareil commercial et recensera les actions des différentes collectivités locales pouvant s'inscrire dans le cadre de cet appel à projet grâce à des rencontres avec chacune des collectivités.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les fonds F.I.S.A.C. sous forme d'une réponse à un appel à projets et à signer les conventions qui en résultent.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Monsieur le Maire et Monsieur le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,